



Ottawa, le 5 février 2020

---

## **Crise du logement : Ottawa doit transférer les sommes à Québec**

Devant la crise du logement que vit le Québec, Denis Trudel, porte-parole du Bloc Québécois en matière de Solidarité sociale, demande à Ottawa de transférer, sans plus attendre, les sommes dues au gouvernement du Québec. Le député de Longueuil-Saint-Hubert s'inquiète de la hausse des coûts pour se loger et de la pénurie de logements partout sur le territoire, particulièrement dans les régions de Montréal, Gatineau et Rouyn-Noranda.

« Il y a actuellement une double crise : les gens ne sont pas capables de trouver des logements qui leur conviennent, et ils ne sont pas capables de payer pour se loger. Il y a des milliers de familles au Québec qui sont dans des situations invivables et des gens qui sont maintenus ou poussés vers l'itinérance. Il est urgent de mettre fin à ça », déclare M. Trudel.

« Des milliers de personnes vivent dans l'inquiétude de se retrouver sans logis. Québec doit rapidement pouvoir contribuer à un vrai plan de sortie de crise. Pour ça, Ottawa doit financer des dizaines de milliers de logements sociaux », renchérit Véronique Laflamme, porte-parole du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU).

Le Bloc Québécois estime que la Stratégie nationale sur le logement ne tient pas compte de la manière de faire du Québec. Ottawa ne veut qu'imposer sa propre vision même si le programme du fédéral ne répond pas aux réalités du Québec. De plus, la Stratégie nationale du logement risque de contribuer à l'embourgeoisement sévissant dans divers quartiers. Le tout risque donc d'empirer la crise du logement actuelle.

« L'itinérance est de plus en plus présente et les campements de fortunes se multiplient. Alors que les ressources d'hébergement débordent, que des milliers de personnes se voient refuser l'accès aux services faute de place et que la crise du logement sévit ; il est impératif d'augmenter rapidement les financements fédéraux de lutte à l'itinérance pour apporter des réponses urgentes et pour permettre de mettre en place des solutions à long terme », ajoute Laury Bacro, coordonnatrice du Réseau Solidarité Itinérance du Québec (RSIQ).

« La solution pour régler ce problème est pourtant simple. Ottawa doit admettre que le Québec est mieux placé pour connaître ses besoins et priorités en matière de logement social, et reconnaître sa compétence exclusive concernant le logement et l'habitation. Ce n'est pas moi qui le dis, mais l'Assemblée nationale au grand complet. Ottawa doit donc payer sa juste part en réinvestissant trois milliards, et transférer l'argent que le Québec attend depuis 2017 sans condition », demande Denis Trudel.

« Le Québec est la seule province avec laquelle Ottawa n'a pas encore conclu une entente pour le transfert des fonds de la Stratégie nationale sur le logement. Il faut s'assurer que cela se fasse vite, et que les sommes qui seront déboursées par Ottawa s'ajouteront aux engagements du gouvernement du Québec », poursuit Chantal Desfossés, directrice générale du Réseau québécois des OSBL d'habitation (RQOH).

En ce moment, 457 340 ménages locataires consacrent plus de 30 % de leurs revenus pour se loger, dont 195 635 y consacrent plus de 50 %. Les logements sociaux sont avant tout des logements appartenant à l'ensemble de la collectivité, et dont la mission première est de bien loger les gens, à un prix abordable.

## **Des bâtiments désuets**

« Au moins 20 % du parc HLM au Québec se trouve en très mauvais état, étant coté D ou E selon l'échelle de vétusté des infrastructures. L'heure est grave, car en raison de la fin des conventions, le fédéral cessera de payer 50 % des coûts de la rénovation de près de 20 000 logements HLM au Québec d'ici la fin de 2020 », conclut Yves Dubé, porte-parole de la Fédération des locataires d'habitations à loyer modique du Québec (FLHLMQ) et délégué de l'Outaouais.

C'est pourquoi le Bloc Québécois exige un maintien des subventions actuelles destinées aux conventions, ainsi que la bonification du budget alloué à la construction, à la rénovation et à la transformation de logements sociaux et abordables.

**- 30 -**

**Source :**

Anthony Bissonette

Attaché de presse

Anthony.bissonnette@parl.gc.ca

613 402-4089